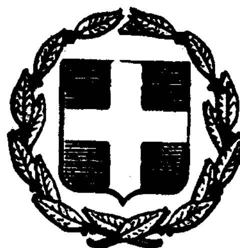


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗι 14 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
11

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1120

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Δαμασκόν, τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1979 ὑπογραφείσης συμφωνίας μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Συριακῆς Δημοκρατίας «περὶ διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων καὶ τοῦ προσθέτου εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλου».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου, ἡ ὑπογραφεῖσα εἰς Δαμασκὸν τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1979 συμφωνία μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Συριακῆς Δημοκρατίας περὶ διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων μετὰ τοῦ προσθέτου πρωτοκόλλου αὐτῆς, τῶν ὁποίων τὰ κείμενα εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἀκολούθως:

ACCORD

Entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Arabe Syrienne concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Arabe Syrienne,

désireux d'encourager la collaboration internationale dans le domaine des transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux pays ainsi qu'en transit par leurs territoires; et ayant en vue l'Accord de cooperation économique, culturelle et technique entre la Grèce et la Syrie du 8 fevrier 1976 et l'Accord sur l'établissement d'une liaison régulière maritime entre la Grèce et la Syrie par ferry-boat du 22 janvier 1977;

sont convenus de ce qui suit :

Article 1
Champ d' Application

Les dispositions du présent Accord sont applicables aux transports de personnes et de marchandises par route effectués au moyen des véhicules au sens de l'article 2.

Article 2
Definitions

1. Le terme «transporteur» désigne une personne physique, ou une personne morale (entreprise) grecque ou syrienne qui a le droit d'effectuer des transports de personnes ou de marchandises par route, conformément aux lois et réglements y relatifs en vigueur dans son pays.

2. Le terme «véhicule» désigne :

A. Un véhicule routier à propulsion mécanique qui est :

a) construit ou adapté en vue de son usage pour le transport de personnes ou de marchandises par route et qui est utilisé à cet effet;

b) immatriculé sur le teritoire de l'une des Parties Contractantes; et

c) temporairement importé sur le territoire de l'autre Partie Contractante aux fins d'effectuer le transport international de personnes ou de marchandises à destination ou en provenance d'un lieu quelconque de ce territoire ou en transit par ce territoire.

B. Ou une remorque ou semi-remorque âpte à être accouplée à un véhicule visé sous la lettre —A— ci-dessus de sorte que ce véhicule ainsi que la remorque ou semi-remorque remplissent les conditions indiquées sous les lettre (a) à (c).

Article 3
Transport de Personnes

1. A l'exception des transports touristiques occasionnels non soumis au regime de l'autorisation, l'organisation des autres formes de transport de personnes effectuées entre les deux pays, ainsi qu'en transit par leurs territoires au moyen des véhicules munis de huit sièges, au minimum, non compris le conducteur, sera déterminée par un Protocole de la Commission Mixte prévue à l'Article 15 du présent Accord.

2. Un transport touristique occasionnel est effectué, si le même groupe de personnes est transporté par le même véhicule :

a) soit au cours d'un voyage circulaire, commencé et terminé dans le pays d'immatriculation du véhicule :

b) soit au cours d'un voyage commencé dans le pays d'immatriculation du véhicule et terminé au point d'arrivée situé sur le territoire de l'autre Partie Contractante, à condition —s'il n'y a pas d'autorisation différente— que le véhicule, retourne à vide dans le pays d'immatriculation du véhicule, et que le groupe de personnes emploie un autre moyen de transport pour son retour.

3. Le conducteur du véhicule doit être muni, en plus des documents prévus au Protocole annéxé au présent Accord, d'une liste contenant les noms des personnes, leurs nationalités et le pays de destination.

Article 4
Transports de Marchandises

1. Les transports de marchandises entre les territoires des deux Parties Contractantes ou en transit par leurs territoires sont soumis au régime de l'autorisation.

2. Transports non soumis au régime de l'autorisation :

a) les transports de déménagement,

b) les transports d'objets destinés à des foires et expositions,

c) les transports de matériel (y compris les animaux) pour les artistes, les manifestations de loisir, les groupes de cirque, et les manifestations artistiques,

d) les transports de matériel pour les manifestations théâtrales, musicales et sportives (y compris les transports de chevaux de course, de véhicules et de bateaux de course)

e) les transports de véhicules endommagés,

f) les transports funéraires,

g) les transports à l'aide pendant les catastrophes.

Article 5
Transports Interieurs

Les dispositions du présent Accord n'autorisent pas le transporteur d'une Partie Contractante de commencer le transport de personnes ou de marchandises sur le territoire de l'autre Partie Contractante si le transport doit être terminé sur le même territoire.

Article 6
Transports – Pays Tiers

Les transporteurs de l'une des Parties Contractantes ne sont pas autorisés d'effectuer des transports de personnes et de marchandises entre le territoire de l'autre partie contractante et le territoire d'un pays tiers et vice-versa à moins qu'une autorisation spéciale ne soit accordée par l'autorité compétente de l'autre partie contractante.

Article 7
Transports soumis aux autorisations speciales

1. Le transport de marchandises dangereuses et le transport pendant lequel le poids ou les dimensions des marchandises transportées ou des véhicules utilisés dépassent le poids ou les dimensions admissibles sur le territoire des Parties Contractantes exige une autorisation spéciale.

2. Les conditions pour délivrer cette autorisation seront déterminées par les autorités compétentes des Parties Contractantes.

3. Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas soumettre les véhicules admis par l'autre Partie Contractante à la circulation sur les communications terrestres à des conditions, en matière de dimensions et de poids au maximum, plus restrictives que pour les véhicules immatriculés sur son territoire.

Article 8
Carburants et pieces de rechange

1. Les combustibles et carburants, les graisses et huiles de lubrification se trouvant dans les réservoirs prévus par le fabricant et fixés fermement dans les véhicules importés à titre temporaire conformément aux dispositions du présent Accord, ne sont pas soumis aux droits et taxes d'entrée, interdictions et restrictions d'importation.

2. Les pièces de rechange qui doivent servir pour les réparations d'un véhicule importé à titre temporaire

conformément aux dispositions du présent Accord, seront admises à l'importation temporaire, étant exonérées des droits et taxes d'entrée, interdictions et restrictions d'importation. Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent délivrer le certificat de l'importation temporaire de ces pièces de rechange pour remplir les formalités de la douane. Les pièces remplacées seront réexportées, dédouanées ou détruites sous contrôle de la douane.

3. Le conducteur et autres membres de l'équipage du véhicule seront autorisés d'importer temporairement leurs effets personnels nécessaires au voyage sans paiement de droits et taxes d'entrée ou interdictions et restrictions d'importation.

Article 9
Impôts et taxes

Les taxes et impôts concernant les transports routiers effectués dans le cadre du présent Accord seront conformes à la législation interne en vigueur dans les deux Parties Contractantes.

Article 10
Legislation nationale

Les questions qui ne sont réglées ni par le présent Accord, ni par les conventions internationales auxquelles participent les deux Parties Contractantes, sont réglées conformément à la législation interne de chacune des Parties Contractantes.

Article 11
Infractions

1. Lorsqu'un transporteur d'une Partie Contractante a commis des infractions aux dispositions du présent Accord sur le territoire de l'autre Partie Contractante, les autorités compétentes de cette dernière Partie Contractante, sans préjudice des dispositions légales applicables dans le pays où l'infraction a été commise, doivent en informer les autorités compétentes de la première Partie Contractante.

2. En cas des infractions visées à l'alinéa (1) du présent Article, les autorités compétentes de la Partie Contractante où l'infraction a été commise peuvent demander aux aurtorités compétentes de l'autre Partie Contractante :

a) de donner un avertissement au transporteur accompagné d'un avis l'informant qu'en cas de récidive il fera l'objet d'une suppression partielle ou totale de la possibilité d'effectuer des transports par les véhicules détenus ou exploités par ce transporteur sur le territoire de la Partie Contractante où l'infraction a été commise;

b) de supprimer, à titre temporaire, partiel ou total, le droit d'effectuer des transports sur le territoire de la Partie Contractante où l'infraction a été commise.

3. L'autorité qui a pris une telle mesure en informe l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante.

4. Les dispositions du présent Article n'excluent pas les sanctions applicables aux termes des lois et réglements en vigueur dans le pays où l'infraction a été commise.

Article 12
Autorisations

1. Une autorisation sera délivrée pour chaque voyage et chaque véhicule; l'autorisation donnera le droit d'effectuer un voyage de transport entre les deux pays, ainsi qu'en transit par les territoires des deux Parties Contractantes.

2. Les autorisations sont délivrées au nom du transporteur; elles ne peuvent être utilisées que par lui-même, et elles ne sont pas transmissibles.

3. L'autorisation confère au transporteur le droit de prendre en charge au retour, des marchandises à condition de respecter les réglements en vigueur du pays de charge et que ces marchandises soient destinées exclusivement à son pays d'origine.

4. Les autorisations seront délivrées par les autorités compétentes de l'une des Parties Contractantes aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante et vice-versa en fonction des besoins de chacun des deux pays. La Commission Mixte prévue à l'Article 15 du présent Accord est compétente pour examiner toutes les questions relatives à ces autorisations.

Article 13
Modèle de l'autorisation

Le modèle de l'autorisation sera fixé par la Commission Mixte prévue à l'Article 15 du présent Accord.

Article 14
Contrôle de documents

Les autorisations et autres documents nécessaires, aux termes du présent Accord, doivent accompagner les véhicules respectifs et être présentés sur demande de toute autorité des deux Parties Contractantes compétente pour exiger leur présentation.

Article 15
Commission Mixte

1. Pour permettre une bonne exécution des dispositions du présent Accord, les deux Parties Contractantes instituent une Commission Mixte pour faciliter l'application ou l'interprétation du présent Accord.

2. La dite Commission Mixte se réunit une fois par an ou à la demande de l'une des Parties Contractantes alternativement sur le territoire de chacune d'elles.

3. Pendant trois mois qui suivent la mise en vigueur du présent Accord, la Commission Mixte prévue à l'alinéa (1) ci-dessus, se réunit pour envisager les mesures nécessaires permettant de mettre le présent Accord en application.

Article 16
Validité de l'Accord

1. Le présent Accord entrera en vigueur à une date fixée par échange de notes diplomatiques, concernant son approbation conformément à la législation nationale de chacune des Parties Contractantes.

2. Le présent Accord sera valable pour un an à partir de la date de son entrée en vigueur et sera prorogé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par une des Parties Contractantes trois mois avant l'expiration de sa validité.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Damas le 28 Février 1979 en deux exemplaires originaux, en langue française, les deux exemplaires faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique (ὑπογραφή)	Pour le Gouvernement de la République Arabe Syrienne (ὑπογραφή)

PROTOCOLE A L'ACCORD

Pour appliquer les dispositions de l'Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Arabe Syrienne concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises, il est convenu de ce qui suit :

1. Facilités douanières

a) Les marchandises transportées par route sur des véhicules commerciaux immatriculés en Grèce, circulant sous le couvert d'un carnet TIR valable, comme prévu à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR, seront admises sur le territoire syrien sur la base de ce carnet sans aucun examen.

Les autorités douanières syriennes peuvent dans des cas exceptionnels procéder à un examen des marchandises afin d'éviter des abus et notamment lorsqu'il y a soupçon d'irrégularité; à cet effet le carnet accompagnant les marchandises, ainsi que sa traduction en langue arabe, sera soumis aux autorités compétentes syriennes comme manifeste de marchandises et comme document de douane pour le transport de ces marchandises par la suite soit sur le territoire syrien soit en transit à travers ce territoire. Cependant, les dispositions de la législation nationale syrienne relatives à l'exigeance de garantie douanière pour ces marchandises seront applicables.

b) Les marchandises transportées par route sur des véhicules commerciaux immatriculés en Syrie et qui ne sont pas couvertes par un carnet TIR, auront à leur entrée sur le territoire grec le traitement le plus favorable prévu par la législation nationale grecque dans la mesure où les spécifications de la construction des véhicules concernant le transport sûr des marchandises sous sceau douanier sont remplies et les sceaux afixés par les bureaux de douane syriens du point de départ se trouvent intacts; dans ce cas, les autorités douanières grecques s'abstiendront en général de tout examen de ces marchandises sauf dans le but d'éviter des abus et notamment lorsqu'il y a soupçon d'irrégulatité. Cependant, les dispositions de la législation nationale grecque relatives à l'exigeance de garantie douanière pour ces marchandises seront applicables.

2. Transports de marchandises (Article 7)

Délivrance de l'autorisation spéciale :

La demande de l'autorisation spéciale au transport, conformément à l'Article 7, doit comporter les renseignements ci-après :

a) le titre et le siège du transporteur;

b) le type et le numéro d'enregistrement d'Etat du véhicule;

c) le nombre d'essieux et leurs distances;

d) la capacité du véhicule;

e) les dimensions et le poids du véhicule;

f) la nature de la charge, ses dimensions et poids;

g) en tant que de besoin, le dessin du véhicule avec sa charge;

h) la pression à l'essieu;

i) la vitesse au maximum admissible du véhicule à km/heures;

j) le point de chargement et de déchargement (l'adresse exacte);

k) les postes routiers frontières proposés et l'itinéraire proposé.

Les demandes de délivrance de l'autorisation spéciale au transport, conformément à l'Article 7, sont présentées par écrit dans 3 exemplaires au plus tard 14 jours avant le début du transport :
pour les transports sur le territoire de la République Hellénique à l'adresse :
Ministère des Transports, Athènes - Grèce;
pour les transports sur le territoire de la République Arabe Syrienne:
Ministère de Transport, Damas - Syrie.

3. Dispositions générales

1. Application de la législation nationale (Article 10)

Les Parties Contractantes prennent acte que l'Article 10 se réfère notamment à la législation sur les transports routiers, sur la circulation routière, sur les poids et les dimensions des véhicules, sur la durée du travail et du repos, ainsi que sur les périodes de conduite au volant des chauffeurs.

A) Les transporteurs et les conducteurs des véhicules d'une Partie Contractante sont tenus de respecter les dispositions légales et réglementaires sur la circulation et les transports routiers, ainsi que sur la durée du travail et la durée maximum de conduite en vigueur sur le territoire de l'autre Partie Contractante lorsqu'ils circulent sur ce territoire. En même temps, ils sont tenus de respecter les autres dispositions légales en vigueur dans ce dernier pays.

B) Les véhicules utilisés pour effectuer des transports doivent disposer des conditions nécessaires pour l'opération prévue et ils doivent être entretenus en tenant compte des dispositions de la réglementation du pays d'immatriculation du véhicule.

C) 1. Les conducteurs des véhicules doivent être munis des documents suivants :

a) un passeport régulier pour l'étranger;

b) un permis de conduire international permettant aux conducteurs de conduire la catégorie du véhicule qu'ils possèdent ou à défaut le permis délivré par l'une des deux Parties Contractantes et admis sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. Chaque véhicule doit être muni des documents internationaux obligatoires tels que tryptique ou carnet de passage en douane, etc...

D) Tous les documents prévus par le présent Accord seront délivrés par les autorités compétentes de la Partie Contractante et doivent être à bord du véhicule afin d'être présentés à toute demande des agents chargés du contrôle.

E) Les véhicules effectuant des transports de marchandises doivent être munis d'un document de transport, conformément aux dispositions de la législation nationale du pays d'immatriculation du véhicule.

2. Impôts et taxes (Article 9)

En respectant les lois et réglementations fiscales en vigueur dans les deux Parties Contractantes, le régime fiscal concernant les transports routiers de personnes et de marchandises effectués dans le cadre du présent Accord sera déterminé par un protocole de la Commission Mixte prévue à l'Article 15 du présent Accord. Cette Commission étudiera la possibilité de réduire ou d'exempter certains taxes et impôts.

3. Autorités compétentes

Les autorités compétentes pour l'application de cet Accord sont :

Pour la République Hellénique :
Ministère des Transports, Athènes - Grèce;

Pour la République Arabe Syrienne :
Ministère de Transport, Damas - Syrie.

4. Commission Mixte (Article 15)

La Commission mixte est compétente :

a) de proposer des amendements aux dispositions de l'Accord et du présent Protocole;

b) de déterminer le nombre d'autorisations annuelles qui seront délivrées conformément à l'Article 12 paragraphe 4 de l'Accord par les autorités compétentes d'une Partie Contractante aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante et vice-versa.

c) d'établir et de signer des Protocoles d'application de l'Accord.

Fait à Dames le 28 Février 1979, en deux exemplaires

originaux, en langue française, les deux exemplaires faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique (ὑπογραφή)	Pour le Gouvernement de la République Arabe Syrienne (ὑπογραφή)

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ἀφορῶσα εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας,

Ἐπιθυμοῦσαι ὅπως ἐνθαρρύνουν τὴν διεθνῆ συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καθὼς καὶ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν· καὶ ἔχουσαι ὑπ' ὄψει τὴν Συμφωνίαν οἰκονομικῆς, μορφωτικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Συρίας, τῆς 8ης Φεβρουαρίου 1976 καὶ τὴν Συμφωνίαν τῆς 22ας Ἰανουαρίου 1977 περὶ τῆς συστάσεως τακτικῆς ναυτιλιακῆς συνδέσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Συρίας μὲ ἐπιβατηγὸν-ὀχηματαγωγόν, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.
Πεδίον ἐφαρμογῆς.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐφαρμόζονται εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς προσώπων καὶ ἐμπορευμάτων, ἐκτελουμένας δι' ὀχημάτων ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἄρθρου 2.

Ἄρθρον 2.
Ὁρισμοί.

1. Ὁ ὅρος «μεταφορεὺς» ὑποδηλοῖ φυσικὸν πρόσωπον, ἢ νομικὸν πρόσωπον (ἐπιχείρησιν), ἑλληνικὸν ἢ συριακὸν ἔχον τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελῇ ὁδικὰς μεταφορὰς προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων, συμφώνως πρὸς τοὺς σχετικοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ.

2. Ὁ ὅρος «ὄχημα» ὑποδηλοῖ :

Α. Ὄχημα ὁδικὸ μὲ μηχανικὴν προώθησιν τὸ ὁποῖον εἶναι :

α) Κατασκευασμένον ἢ προσαρμοσμένον ἐν ὄψει τῆς χρησιμοποιήσεως αὐτοῦ διὰ τὴν μεταφορὰν προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων, ὁδικῶς, καὶ τὸ ὁποῖον χρησιμοποιεῖται διὰ τὸν σκοπὸν αὐτόν.

β) Καταχωρημένον εἰς τὰ μητρῷα τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ

γ) προσκαίρως εἰσαχθὲν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἐκτελῇ τὴν διεθνῆ μεταφορὰν προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων, προοριζομένων ἢ προερχομένων ἀπὸ οἱονδήποτε τόπον τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ ἢ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ.

Β. Ρυμουλκούμενον ὄχημα ἢ ἡμι-ρυμουλκούμενον ὄχημα κατάλληλον νὰ συζευχθῇ μὲ ὄχημα ἀναφερόμενον ὑπὸ τὸ γράμμα Α ἀνωτέρω, εἰς τρόπον ὥστε τὸ ὄχημα αὐτὸ καθὼς καὶ τὸ ρυμουλκούμενον ὄχημα ἢ ἡμι-ρυμουλκούμενον ὄχημα νὰ πληροῦν τοὺς ὅρους οἱ ὁποῖοι ὑποδεικνύονται ὑπὸ τὰ στοιχεῖα (α) ἕως (γ).

Ἄρθρον 3.
Μεταφορὰ προσώπων.

1. Ἐξαιρέσει τῶν περιστασιακῶν τουριστικῶν μεταφορῶν αἱ ὁποῖαι δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς ἀδείας, ἡ ὀργάνωσις τῶν ἄλλων μορφῶν μεταφορᾶς προσώπων αἱ ὁποῖαι πραγματοποιοῦνται μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καθὼς καὶ ἡ διέλευσις διὰ τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν δι' ὀχημάτων ἐφωδιασμένων μὲ ὀκτὼ καθίσματα τοὐλάχιστον, μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὁδηγοῦ, θὰ προσδιορισθῇ ἀπὸ Πρωτόκολλον τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ ὁποία προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 15 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Μία περιστασιακὴ τουριστικὴ μεταφορὰ πραγματοποιεῖται, ἐὰν ἡ ἰδία ὁμὰς προσώπων μεταφέρεται ἀπὸ τὸ ἴδιο ὄχημα :

α) Εἴτε κατὰ τὴν διάρκειαν κυκλικοῦ ταξιδίου, τὸ ὁποῖον ἀρχίζει καὶ τελειώνει εἰς τὴν χώραν καταχωρήσεως τοῦ ὀχήματος.

β) Εἴτε κατὰ τὴν διάρκειαν ταξιδίου τὸ ὁποῖον ἤρχισεν εἰς τὴν χώραν καταχωρήσεως τοῦ ὀχήματος καὶ τὸ ὁποῖον τελείωσε εἰς τὸ σημεῖον ἀφίξεως, εὑρισκόμενον εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὑπὸ τὸν ὅρον, ἐφ' ὅσον δὲν ὑπάρχει διαφορετικὴ ἄδεια, τὸ ὄχημα νὰ ἐπιστρέψῃ ἄδειο εἰς τὴν χώραν καταχωρήσεως τοῦ ὀχήματος καὶ ἡ ὁμὰς τῶν προσώπων νὰ χρησιμοποιήσῃ ἄλλο μεταφορικὸν μέσον διὰ τὴν ἐπιστροφήν της.

3. Ὁ ὁδηγὸς τοῦ ὀχήματος πρέπει νὰ εἶναι ἐφωδιασμένος, ἐκτὸς τῶν ἐγγράφων τὰ ὁποῖα προβλέπονται εἰς τὸ συνημμένον εἰς τὴν παροῦσα Συμφωνίαν Πρωτόκολλον, μὲ κατάλογον περιέχοντα τὰ ὀνόματα τῶν προσώπων, τὰς ἐθνικότητας αὐτῶν καὶ τὴν χώραν προορισμοῦ.

Ἄρθρον 4.
Μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων.

1. Αἱ μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας.

2. Μεταφοραὶ μὴ ὑποκείμεναι εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας :

α) Αἱ μεταφοραὶ μετακομίσεως.

β) Αἱ μεταφοραὶ ἀντικειμένων προοριζομένων δι' ἐμποροπανηγύρεις καὶ ἐκθέσεις.

γ) Αἱ μεταφοραὶ σκευῆς (συμπεριλαμβανομένων τῶν ζώων) διὰ τοὺς καλλιτέχνας, τὰς ἐκδηλώσεις διασκεδάσεως, τὰς ὁμάδας τσίρκων καὶ τὰς καλλιτεχνικὰς ἐκδηλώσεις.

δ) Αἱ μεταφοραὶ τῆς σκευῆς διὰ τὰς θεατρικάς, μουσικὰς καὶ ἀθλητικὰς ἐκδηλώσεις (συμπεριλαμβανομένων τῶν δρομώνων ἵππων καὶ τῶν ἀγωνιστικῶν ὀχημάτων καὶ σκαφῶν).

ε) Τῶν ὀχημάτων τὰ ὁποῖα ὑπέστησαν ζημίας.

στ) Αἱ μεταφοραὶ νεκρῶν.

ζ) Αἱ μεταφοραὶ ἀρωγῆς κατὰ τὴν διάρκειαν καταστροφῶν.

Ἄρθρον 5.
Ἐσωτερικαὶ μεταφοραί.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἐπιτρέπουν εἰς τὸν μεταφορέα ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους νὰ ἀρχίσῃ τὴν μεταφορὰν προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐὰν ἡ μεταφορὰ πρέπει νὰ περατωθῇ εἰς τὸ ἴδιο ἔδαφος.

Ἄρθρον 6.
Μεταφοραί-τρίται χῶραι.

Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν δικαιοῦνται νὰ ἐκτελοῦν μεταφορὰς προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τοῦ ἐδάφους μίας τρίτης χώρας καὶ ἀντιστρόφως, ἐκτὸς καὶ ἂν παρασχεθῇ εἰδικὴ ἄδεια ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 7.
Μεταφοραὶ ὑποκείμεναι εἰς εἰδικὰς ἀδείας.

1. Ἡ μεταφορὰ ἐπικινδύνων ἐμπορευμάτων, ἡ μεταφορὰ κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ βάρος καὶ αἱ διαστάσεις τῶν μεταφερομένων ἐμπορευμάτων ἢ τῶν χρησιμοποιουμένων ὀχημάτων ὑπερβαίνουν τὸ παραδεκτὸν βάρος ἢ τὰς παραδεκτὰς διαστάσεις εἰς τὸ ἔδαφος τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀπαιτεῖ εἰδικὴν ἄδειαν.

2. Οἱ ὅροι διὰ νὰ ἐκδοθῇ ἡ ἄδεια αὐτὴ θὰ προσδιορισθοῦν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

3. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ μὴν ὑποβάλλουν τὰ ὀχήματα, εἰς τὰ ὁποῖα ἐπετράπη ἡ κυκλοφορία εἰς τὰς χερσαίας συγκοινωνίας ὑπὸ τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, εἰς ὅρους, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς διαστάσεις καὶ εἰς τὸ μέγιστον βάρος, πλέον περιοριστικοὺς ἀπὸ τοὺς ἰσχύοντας

διὰ τὰ ὀχήματα τὰ ὁποῖα εἶναι καταχωρισμένα εἰς τὰ μητρῶα τῆς χώρας αὐτοῦ.

Ἄρθρον 8.
Ὑγρὰ καύσιμα καὶ ἀνταλλακτικά.

1. Τὰ καύσιμα καὶ τὰ ὑγρὰ καύσιμα, τὰ λίπη καὶ τὰ λιπαντικὰ ὀρυκτέλαια τὰ εὑρισκόμενα εἰς τὰ ὑπὸ τοῦ κατασκευαστοῦ προβλεπόμενα δοχεῖα τὰ ὁποῖα εἶναι στερεῶς προσδεδεμένα εἰς τὰ προσωρινῶς εἰσαχθέντα ὀχήματα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, δὲν ὑπόκεινται εἰς δικαιώματα καὶ τέλη εἰσόδου, ἀπαγορεύσεις καὶ περιορισμοὺς εἰσαγωγῆς.

2. Τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ ὁποῖα χρησιμεύουν διὰ τὰς ἐπισκευὰς ἑνὸς προσωρινῶς εἰσαχθέντος ὀχήματος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ εἰσαχθοῦν προσωρινῶς, ἀπηλλαγμένα τῶν δικαιωμάτων καὶ τελῶν εἰσόδου, τῶν ἀπαγορεύσεων καὶ τῶν περιορισμῶν εἰσαγωγῆς. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ ἐκδώσουν τὸ πιστοποιητικὸν τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς τῶν ἀνταλλακτικῶν αὐτῶν διὰ νὰ πληρωθοῦν αἱ διατυπώσεις τοῦ τελωνείου. Τὰ ἀντικατασταθέντα ἀνταλλακτικὰ θὰ ἐπανεξάγωνται, θὰ ἐκτελωνίζωνται ἢ θὰ καταστρέφωνται ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τοῦ τελωνείου.

3. Ὁ ὁδηγὸς καὶ ἄλλα μέλη τοῦ πληρώματος τοῦ ὀχήματος θὰ δύνανται νὰ εἰσάγουν προσωρινῶς τὰ ἀπαραίτητα διὰ τὸ ταξίδι προσωπικὰ των εἴδη ἄνευ καταβολῆς δικαιωμάτων καὶ τελῶν εἰσόδου ἢ ἄνευ ἀπαγορεύσεων καὶ περιορισμῶν εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 9.
Φόροι καὶ τέλη.

Τὰ τέλη καὶ οἱ φόροι διὰ τὰς ὁδικὰς μεταφοράς, τὰς ἐκτελουμένας εἰς τὸ πλαίσιον τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὴν ἐν ἰσχύι ἐσωτερικὴν νομοθεσίαν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 10.
Ἐθνικὴ Νομοθεσία.

Τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν ρυθμίζονται οὔτε ἀπὸ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, οὔτε ἀπὸ τὰς διεθνεῖς συνθήκας εἰς τὰς ὁποίας συμμετέχουν τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη, ρυθμίζονται συμφώνως πρὸς τὴν ἐσωτερικὴν νομοθεσίαν ἑκάστου ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 11.
Παραβάσεις.

1. Ὅταν εἷς μεταφορεὺς ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει παραβῆ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ αὐτοῦ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν νομίμων διατάξεων τῶν ἐφαρμοζομένων εἰς τὴν χώραν ὅπου ἐξετελέσθη ἡ παράβασις, ὀφείλουν ὅπως πληροφορήσουν σχετικῶς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν παραβάσεων περὶ ὧν ἡ παράγραφος (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὅπου ἐξετελέσθη ἡ παράβασις δύνανται νὰ ζητήσουν ἀπὸ τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους :

α) Νὰ δίδεται προειδοποίησις εἰς τὸν μεταφορέα, συνοδευομένη ἀπὸ εἰδοποίησιν ἡ ὁποία θὰ τὸν πληροφορῇ ὅτι ἐν περιπτώσει ὑποτροπῆς θὰ ὑποστῇ ὁλικὴν ἢ μερικὴν ἀφαίρεσιν τῆς δυνατότητος νὰ ἐκτελῇ μεταφοράς, διὰ τῶν ὀχημάτων τὰ ὁποῖα κατέχονται ἢ ἐκμεταλλεύονται ὑπὸ τοῦ μεταφορέως αὐτοῦ, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὅπου ἐξετελέσθη ἡ παράβασις.

β) Νὰ καταργῆται προσωρινῶς, μερικῶς ἢ ὁλικῶς τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελῇ μεταφορὰς εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὅπου ἐξετελέσθη ἡ παράβασις.

3. Ἡ ἀρχὴ ἡ ὁποία ἔλαβε παρόμοιον μέτρον πληροφορεῖ σχετικῶς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

4. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀποκλείουν τὰς παραπάνω ποινὰς αἱ ὁποῖαι ἐφαρμόζονται κατὰ τοὺς ὅρους τῶν ἐν ἰσχύι νόμων καὶ τῶν κανονισμῶν τῆς χώρας ὅπου ἐξετελέσθη ἡ παράβασις.

Ἄρθρον 12.
Ἄδειαι.

1. Μία ἄδεια θὰ ἐκδίδεται διὰ κάθε ταξίδι καὶ κάθε ὄχημα ἡ ἄδεια θὰ παρέχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελῆται ἕνα ταξίδι μεταφορᾶς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, καθὼς καὶ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Αἱ ἄδειαι θὰ ἐκδίδωνται εἰς τὸ ὄνομα τοῦ μεταφορέως. δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν παρὰ μόνον ὑπὸ τοῦ ἰδίου, καὶ δὲν εἶναι μεταβιβάσιμοι.

3. Ἡ ἄδεια παρέχει εἰς τὸν μεταφορέα τὸ δικαίωμα νὰ φορτώσῃ κατὰ τὴν ἐπιστροφήν, ἐμπορεύματα, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ σεβασθῇ τοὺς ἐν ἰσχύι κανονισμοὺς τῆς χώρας φορτώσεως καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον τὰ ἐμπορεύματα αὐτὰ νὰ προορίζωνται ἀποκλειστικῶς διὰ τὴν χώραν προελεύσεως αὐτοῦ.

4. Αἱ ἄδειαι θὰ παραδίδωνται ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἀντιστρόφως συμφώνως πρὸς τὰς ἀνάγκας τῆς κάθε μίας ἐκ τῶν δύο χωρῶν. Ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 15 τῆς Συμφωνίας Μικτὴ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἁρμοδία νὰ ἐξετάζῃ ὅλα τὰ θέματα τὰ σχετικὰ μὲ τὰς ἀδείας αὐτάς.

Ἄρθρον 13.
Πρότυπον τῆς ἀδείας.

Τὸ πρότυπον τῆς ἀδείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ἡ ὁποία προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 15 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 14.
Ἔλεγχος τῶν ἐγγράφων.

Αἱ ἄδειαι καὶ τὰ ἄλλα ἀπαραίτητα ἔγγραφα, κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας, δέον νὰ συνοδεύουν τὰ ἀντίστοιχα ὀχήματα καὶ νὰ ἐπιδεικνύωνται τῇ αἰτήσει ἑκάστης ἀρχῆς τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ ὁποία εἶναι ἁρμοδία νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν ἐπίδειξιν αὐτῶν.

Ἄρθρον 15.
Μικτὴ Ἐπιτροπή.

1. Διὰ νὰ ἐπιτρέψουν καλὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συνιστοῦν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν διὰ νὰ διευκολυνθῇ ἡ ἐφαρμογὴ ἢ ἡ ἑρμηνεία τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἡ εἰρημένη Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται μίαν φορὰν κατ' ἔτος ἢ τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, διαδοχικῶς εἰς τὸ ἔδαφος ἑκάστου ἐξ αὐτῶν.

3. Ἐπὶ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον (1) Μικτὴ Ἐπιτροπή, συνέρχεται διὰ νὰ ἐξετάσῃ τὰ ἀπαραίτητα μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἐπιτρέψουν νὰ τεθῇ εἰς ἐφαρμογὴν ἡ παροῦσα Συμφωνία.

Ἄρθρον 16.
Τὸ ἔγκυρον τῆς Συμβάσεως.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι εἰς ἡμερομηνίαν καθοριζομένην δι' ἀνταλλαγῆς ρηματικῶν διακοινώσεων περὶ τῆς ἐγκρίσεως αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἰσχύῃ δι' ἓν ἔτος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος καὶ θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, ἐκτὸς ἐὰν ἓν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καταγγείλῃ αὐτὴν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἰσχύος αὐτῆς.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων αὐτῶν, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Δαμασκῷ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1979, εἰς

δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο ἀντιτύπων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας
(ὑπογραφή)	(ὑπογραφή)

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ

Διὰ νὰ ἐφαρμοσθοῦν αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας «περὶ τῶν διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων», συνεφωνήθησαν τὰ ἀκόλουθα :

1. Τελωνειακαὶ διευκολύνσεις.

α) Τὰ ἐμπορεύματα τὰ ὁποῖα μεταφέρονται ὁδικῶς δι' ἐμπορικῶν ὀχημάτων καταχωρισμένων εἰς τὰ μητρῷα τῆς Ἑλλάδος καὶ κυκλοφοροῦντα ὑπὸ τὴν κάλυψιν ἑνὸς ἐγκύρου βιβλιαρίου Διεθνῶν ὁδικῶν Μεταφορῶν (TIR), ὡς προβλέπεται εἰς τὴν τελωνειακὴν Σύμβασιν περὶ τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων ὑπὸ τὴν κάλυψιν βιβλιαρίων Διεθνῶν Ὁδικῶν Μεταφορῶν (TIR) θά γίνωνται ἀποδεκτὰ εἰς τὸ συριακὸν ἔδαφος βάσει τοῦ βιβλιαρίου αὐτοῦ χωρὶς καμμίαν ἐξέτασιν.

Αἱ συριακαὶ τελωνειακαὶ ἀρχαὶ δύνανται εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις νὰ προβαίνουν εἰς ἐξέτασιν τῶν ἐμπορευμάτων διὰ νὰ ἀποφευχθοῦν καταχρήσεις καὶ ἰδίως ὅταν ὑπάρχῃ ὑπόνοια ἀντικανονικότητος· διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν τὸ βιβλιάριον τὸ ὁποῖον συνοδεύει τὰ ἐμπορεύματα, καθὼς καὶ ἡ μετάφρασίς του εἰς τὴν ἀραβικὴν γλῶσσαν, θὰ ὑποβάλλεται εἰς τὰς ἁρμοδίας συριακὰς ἀρχὰς ὡς κατάλογος ἐμπορευμάτων καὶ ὡς τελωνειακὸν ἔγγραφον διὰ τὴν περαιτέρω μεταφορὰν τῶν ἐμπορευμάτων αὐτῶν εἴτε εἰς τὸ συριακὸν ἔδαφος εἴτε ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ. Ἐν τούτοις, αἱ περὶ ἀπαιτήσεως τελωνειακῆς ἐγγυήσεως τῶν ἐμπορευμάτων αὐτῶν διατάξεις τῆς ἐθνικῆς συριακῆς νομοθεσίας θὰ εἶναι ἐφαρμοστέαι.

β) Τὰ ὁδικῶς μεταφερόμενα ἐμπορεύματα δι' ἐμπορικῶν ὀχημάτων καταχωρημένων εἰς τὰ μητρῷα τῆς Συρίας καὶ τὰ ὁποῖα δὲν καλύπτονται ἀπὸ βιβλιάριον Διεθνῶν Ὁδικῶν Μεταφορῶν (TIR) θὰ τυγχάνουν, κατὰ τὴν εἴσοδόν των εἰς τὸ ἑλληνικὸν ἔδαφος, τῆς εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς ἑλληνικῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, καθ' ὃ μέτρον πληροῦνται αἱ προδιαγραφαὶ τῆς κατασκευῆς τῶν ὀχημάτων διὰ τὴν ἀσφαλῆ μεταφορὰν τῶν ἐμπορευμάτων τὰ ὁποῖα φέρουν τελωνειακὴν σφραγίδα καὶ καθ' ὃ μέτρον αἱ ὑπὸ συριακῶν τελωνειακῶν γραφείων τοῦ σημείου ἀναχωρήσεως ἐναποτεθεῖσαι σφραγῖδαι εὑρίσκονται ἄθικτοι. Εἰς τὴν περίπτωσιν αὐτὴν αἱ ἑλληνικαὶ τελωνειακαὶ ἀρχαί, θὰ ἀπέχουν γενικῶς παντὸς ἐλέγχου τῶν ἐμπορευμάτων αὐτῶν, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως, ὅπου σκοπὸς εἶναι ν' ἀποφευχθοῦν καταχρήσεις καὶ ἰδίως ὅταν ὑπάρχῃ ὑποψία ἀντικανονικότητος. Ἐν τούτοις, αἱ περὶ ἀπαιτήσεως τελωνειακῆς ἐγγυήσεως διὰ τὰ ἐμπορεύματα αὐτὰ διατάξεις τῆς ἐθνικῆς ἑλληνικῆς νομοθεσίας θὰ εἶναι ἐφαρμοστέαι.

2. Μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων (Ἄρθρον 7).

Ἔκδοσις τῆς εἰδικῆς ἀδείας :

Ἡ αἴτησις τῆς εἰδικῆς ἀδείας διὰ μεταφοράν, συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 7, δέον νὰ περιλαμβάνῃ τὰς ἀκολούθους πληροφορίας :

α) Τὸν τίτλον καὶ τὴν ἕδραν τοῦ μεταφορέως.

β) τὸν τύπον καὶ τὸν ἀριθμὸν τῆς κρατικῆς καταχωρήσεως τοῦ ὀχήματος.

γ) Τὸν ἀριθμὸν ἀξώνων καὶ τὰς ἀποστάσεις αὐτῶν.

δ) Τὴν χωρητικότητα τοῦ ὀχήματος.

ε) Τὰς διαστάσεις καὶ τὸ βάρος τοῦ ὀχήματος.

στ) Τὸ εἶδος τοῦ φορτίου, τὰς διαστάσεις καὶ τὸ βάρος αὐτοῦ.

ζ) Ἐὰν ὑπάρχῃ ἀνάγκη, τὸ σχέδιον τοῦ ὀχήματος μετὰ τοῦ φορτίου αὐτοῦ.

η) Τὴν πίεσιν ἐπὶ τοῦ ἄξονος.

θ) Τὴν μεγίστην ἐπιτρεπομένην ταχύτητα τοῦ ὀχήματος· εἰς χιλιόμετρα ἀνὰ ὥραν.

ι) Τὸ σημεῖον φορτώσεως καὶ ἐκφορτώσεως (τὴν ἀκριβῆ διεύθυνσιν).

κ) Τὰ προτεινόμενα ὁδικὰ φυλάκια συνόρων καὶ τὸ προτεινόμενον δρομολόγιον.

Αἱ αἰτήσεις ἐκδόσεως τῆς εἰδικῆς ἀδείας διὰ μεταφορὰν συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 7, παρουσιάζονται γραπτῶς εἰς 3 ἀντίτυπα, τὸ ἀργότερον 14 ἡμέρας πρὸ τῆς ἀρχῆς τῆς μεταφορᾶς : διὰ τὰς μεταφορὰς εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας εἰς τὴν διεύθυνσιν :

Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν, Ἀθῆναι-Ἑλλάς.

Διὰ τὰς μεταφορὰς εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας :

Ὑπουργεῖον Συγκοινωνίας, Δαμασκὸς-Συρία.

3. Γενικαὶ διατάξεις.

1. Ἐφαρμογὴ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας (Ἄρθρον 10).

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν ὑπὸ σημείωσιν ὅτι τὸ Ἄρθρον 10 ἀναφέρεται ἰδίως εἰς τὴν νομοθεσίαν περὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν, τῆς ὁδικῆς κυκλοφορίας, τοῦ βάρους καὶ τῶν διαστάσεων τῶν ὀχημάτων, τὴν διάρκειαν ἐργασίας καὶ ἀναπαύσεως, καθὼς καὶ τῶν χρονικῶν διαστημάτων ὁδηγήσεως τῶν ὁδηγῶν.

Α). Οἱ μεταφορεῖς καὶ οἱ ὁδηγοὶ τῶν ὀχημάτων τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὰς νομίμους καὶ κανονιστικὰς διατάξεις περὶ τῆς κυκλοφορίας καὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν, καθὼς καὶ περὶ τῆς διαρκείας ἐργασίας καὶ τῆς μεγίστης διαρκείας ὁδηγήσεως, τὰς ἰσχυούσας εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ὅταν κυκλοφοροῦν εἰς τὸ ἔδαφος αὐτό. Συγχρόνως, ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὰς ἄλλας νομίμους διατάξεις τὰς ἰσχυούσας εἰς τὴν χώραν αὐτήν.

Β) Τὰ ὀχήματα τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν μεταφορῶν δέον ὅπως πληροῦν τὰς ἀναγκαίας προϋποθέσεις διὰ τὴν προβλεπομένην ἐπιχείρησιν καὶ δέον ὅπως συντηροῦνται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν κανονιστικῶν διατάξεων τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν τὸ ὄχημα εἶναι καταχωρημένον.

Γ) 1) Οἱ ὁδηγοὶ τῶν ὀχημάτων δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι μὲ τὰ ἀκόλουθα ἔγγραφα :

α) Κανονικὸν διαβατήριον διὰ τὸ ἐξωτερικόν.

β) Διεθνῆ ἄδειαν ὁδηγήσεως ἐπιτρέπουσα εἰς τοὺς ὁδηγοὺς νὰ ὁδηγήσουν τὴν κατηγορίαν τοῦ ὀχήματος τὸ ὁποῖον κατέχουν ἢ ἐλλείψει αὐτῆς τὴν ἐκδιδομένην ὑπὸ τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἄδειαν, ἡ ὁποία γίνεται ἀποδεκτὴ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

2) Πᾶν ὄχημα δέον ὅπως εἶναι ἐφωδιασμένον μὲ τὰ διεθνῆ ὑποχρεωτικὰ ἔγγραφα ὅπως τὸ τρίπτυχον ἢ τὸ βιβλιάριον διελεύσεως διὰ τοῦ τελωνείου, κλπ.

Δ) Ὅλα τὰ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπόμενα ἔγγραφα θὰ ἐκδίδωνται ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους καὶ δέον νὰ εὑρίσκωνται εἰς τὸ ὄχημα ὥστε νὰ ἐπιδεικνύωνται εἰς πᾶσαν ζήτησιν τῶν ὀργάνων τὰ ὁποῖα ἐκτελοῦν τὸν ἔλεγχον.

Ε) Τὰ ὀχήματα τὰ ὁποῖα ἐκτελοῦν μεταφορὰς ἐμπορευμάτων δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα μὲ ἕνα ἔγγραφον μεταφορᾶς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι καταχωρημένον τὸ ὄχημα.

2. Φόροι καὶ τέλη (Ἄρθρον 9).

Σεβόμενον τοὺς νόμους καὶ τὰς κανονιστικὰς φορολογικὰς διατάξεις ἐν ἰσχύι εἰς τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, τὸ φορολογικὸν σύστημα περὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν προσώπων καὶ ἐμπορευμάτων, ἐκτελουμένων εἰς τὸ πλαίσιον τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ περιορισθῇ μὲ πρωτόκολλον τῆς, εἰς τὸ Ἄρθρον 15 τῆς παρούσης Συμφωνίας, προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὐτὴ θὰ μελετήσῃ τὴν δυνατότητα μειώσεως ἢ ἀπαλλαγῆς ὡρισμένων τελῶν καὶ φόρων.

3. Ἁρμόδιαι ἀρχαί.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως αὐτῆς εἶναι:

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν:
Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν, Ἀθῆναι-Ἑλλάς·
Διὰ τὴν Συριακὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν:
Ὑπουργεῖον Συγκοινωνίας, Δαμασκός-Συρία.

4. Μικτὴ Ἐπιτροπὴ (Ἄρθρον 15).

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἁρμοδία:

α) Νὰ προτείνῃ τροποποιήσεις τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου·

β) Νὰ προσδιορίζῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἐτησίων ἀδειῶν αἱ ὁποῖαι θὰ ἐκδίδωνται, συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 12, παράγρ. 4 τῆς Συμφωνίας, ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἀντιστρόφως·

γ) Νὰ καταρτίζῃ καὶ νὰ ὑπογράφῃ Πρωτόκολλα ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας.

Ἐγένετο ἐν Δαμασκῷ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1979, εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο ἀντιτύπων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας
(ὑπογραφή)	(ὑπογραφή)

Ἄρθρον Δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καταρτιζόμενα ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἄρθρου 15 αὐτῆς Πρωτόκολλα-Πρακτικὰ ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν.

Ἄρθρον Τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ	**ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ